



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'Environnement,  
de la Coordination et de l'Appui Territorial**

### **ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE**

**autorisant la société PASCAULT à poursuivre et à étendre l'exploitation  
d'un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux  
situé en zone industrielle rue Pierre et Marie Curie à Descartes**

**DECAT/BE/ N° 21486**

référence à rappeler

Le préfet d'Indre-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu :**

- le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-1, L. 511-1, L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prise en application de l'article L. 512-2 du code de l'environnement ;
- le décret 2022-1495 du 24 novembre 2022 relatif à la gestion des véhicules hors d'usage et à la responsabilité élargie des producteurs de voitures particulières, de camionnettes, de véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Thomas CAMPEAUX, préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 (broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels) ;

- l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) approuvé le 28 novembre 2023 ;
- l'arrêté préfectoral n° 17625 du 17 mars 2005 relatif à la poursuite de l'exploitation après extension d'une installation de tri et conditionnement de déchets de métaux ferreux et non ferreux, de papiers, de cartons d'emballages non ménagers, de déchets industriels banals et d'une installation de transit de déchets ménagers pré-triés et de déchets verts par la société PASCAULT SAE rue Pierre et Marie Curie à Descartes ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 18423 du 27 août 2008 autorisant la société PASCAULT SAE à poursuivre l'exploitation après extension d'une installation de tri et de conditionnement de déchets non dangereux située rue Pierre et Marie Curie à Descartes ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19709 du 10 juin 2013 portant renouvellement de l'agrément de la société PASCAULT SAE pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20026 du 24 octobre 2014 relatif à la mise à jour des conditions d'exploitation des installations de tri, transit et conditionnement de déchets de la société PASCAULT SAE à Descartes ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21170 du 9 mars 2023 actualisant les conditions d'exploitation de la société PASCAULT et autorisant l'implantation de panneaux photovoltaïques à Descartes ;
- l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2025 donnant délégation de signature à Madame Florence GOUACHE, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;
- la décision préfectorale du 13 janvier 2025 relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas de la demande enregistrée sous le numéro 037-2025-001 en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement portant exonération d'évaluation environnementale pour l'extension d'une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux par la société PASCAULT sur le site qu'elle exploite à Descartes ;
- la demande déposée par la société PASCAULT le 15 juillet 2025 relative à la réorganisation des activités avec extension géographique, ainsi que du changement de gouvernance, sur le site qu'elle exploite rue Pierre et Marie Curie en zone industrielle n° 1 sur la commune de Descartes ;
- le dossier, complété le 17 juillet 2025, déposé à l'appui de la demande ;
- la mise en ligne sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire effectuée le 1<sup>er</sup> août 2025 organisant une consultation du public par voie électronique du 4 août au 18 août 2025 ;
- l'absence d'observation reçue durant la période de consultation ;

- l'avis en date du 4 septembre 2025 du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- l'absence d'avis de la commune de Descartes ;
- le rapport et les propositions en date du 16 décembre 2025 de l'inspection des installations classées ;
- la communication du projet d'arrêté faite au directeur de la société PASCAULT le 7 janvier 2026 ;
- les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 16 janvier 2026 ;

**Considérant ce qui suit :**

- en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;
- la réorganisation des activités avec extension géographique n'est pas de nature à modifier les dangers et inconvénients des installations ;
- il convient d'actualiser la situation administrative de l'établissement ;
- il convient d'actualiser les prescriptions contenues dans les arrêtés préfectoraux des 24 octobre 2014 et 9 mars 2023 susvisés au regard des modifications apportées par la société PASCAULT à ses installations ;
- il convient d'actualiser la liste des paramètres relatifs à la surveillance des rejets aqueux ainsi que les modalités de leur contrôle ;
- il convient d'intégrer les prescriptions introduites par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé, en particulier la mise en place d'un plan de défense incendie ;
- il convient d'éviter le transit sur le site de déchets radioactifs ;
- il convient de prescrire une surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site ;
- les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** – Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 20026 du 24 octobre 2014, complétées par celles de l'arrêté préfectoral n° 21170 du 9 mars 2023, relatif à la mise à jour des conditions d'exploitation des installations de tri, transit et conditionnement de déchets de la société PASCAULT à Descartes sont modifiées selon les dispositions du présent arrêté.

**Article 2** – Le tableau de l'article 1.2.1 (liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées) de l'arrêté du 24 octobre 2014, modifié par l'arrêté du 9 mars 2023, est remplacé par le tableau suivant :

<b>Rubrique</b>	<b>Libellé de la rubrique</b>	<b>Grandeur caractéristique</b>	<b>Régime</b>
2710-1b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes.	DEEE (0,4 t), amiante (0,4 t), batteries (15 t) <b>15,8 t</b>	A

Rubrique	Libellé de la rubrique	Grandeur caractéristique	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	Transit, regroupement et tri de déchets dangereux <b>35 t</b>	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j.	Presse-cisaille métaux (367,5 kW) Cisaille mini-monstre (3 kW) <b>185 t/j</b>	A
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> .	Atelier VHU et stockage temporaire des fractions issues de la dépollution <b>3 000 m<sup>2</sup></b>	E
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> .	Transit, regroupement et tri de déchets de métaux <b>15 000 m<sup>2</sup></b>	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	Transit, regroupement et tri de DIB 3 700 m <sup>3</sup> en extérieur 2 000 m <sup>3</sup> en intérieur (bâtiment papiers/cartons) <b>6 000 m<sup>3</sup></b>	E
2515-1b	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.	Criblage des sables de fonderie (26,3 kW) Concasseur (168 kW) <b>194,3 kW</b>	D
2710-2b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup> .	Collecte de déchets de type métaux, DND en mélange, déchets verts, bois, papiers/cartons, plastiques, gravats,... <b>&lt; 300 m<sup>3</sup></b>	DC
2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	Transit, regroupement et tri de DEEE <b>&lt; 1 000 m<sup>3</sup></b>	DC

Rubrique	Libellé de la rubrique	Grandeur caractéristique	Régime
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	Transit, regroupement et tri de déchets verts et OMr <b>600 m<sup>3</sup></b>	DC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : - inférieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total.	Distribution de FOD et de GNR <b>&lt; 500 m<sup>3</sup>/an</b>	NC
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : - inférieure à 5 000 m <sup>2</sup> .	Stockage de produits minéraux inertes <b>1 500 m<sup>3</sup></b>	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : - inférieur à 100 m <sup>3</sup> .	Transit, regroupement et tri de déchets de verre <b>90 m<sup>3</sup></b>	NC
2930-1	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : - inférieure à 2 000 m <sup>2</sup>	Bâtiment destiné au activités de réparation et d'entretien des véhicules de l'entreprise <b>1 207 m<sup>2</sup></b>	NC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables : - inférieure à 6 tonnes.	4 bouteilles de propane <b>0,096 t</b>	NC
4719	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : - inférieure à 250 kg.	16 bouteilles d'acétylène <b>224 kg</b>	NC
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : - inférieure à 2 tonnes.	16 bouteilles d'oxygène <b>0,224 tonne</b>	NC

Rubrique	Libellé de la rubrique	Grandeur caractéristique	Régime
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>- inférieure à 50 tonnes au total.</p>	<p>Stockage de carburant en cuves aériennes (3 000 l FOD et 6 000 l GNR)</p> <p>4 fûts de déchets de liquides inflammables (4 x 220 l)</p> <p>soit 9 880 l ou ~8,7 t</p>	NC

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique)\*\* ou NC (Non Classé)

(\*\*) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Quantité autorisée : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

**Article 3** – L'article 1.2.2 de l'arrêté du 24 octobre 2014, modifié par l'arrêté du 9 mars 2023, est remplacé par l'article suivant :

#### « ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Adresse
Descartes	section YO n°s 12, 36, 86, 108, 111, 112p, 117, 172, 173, 176, 181, 182 et 184p	zone industrielle n° 1

La superficie totale du site est de 65 155 m<sup>2</sup>, dont 9 041 m<sup>2</sup> de surfaces couvertes.

Les installations figurent sur les plans annexés au présent arrêté (annexe 1 : plan d'implantation – annexe 2 : plan des installations). »

**Article 4** – L'article 4.3.5 de l'arrêté du 24 octobre 2014 est remplacé par l'article suivant :

#### « ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

- **Collecte des eaux usées**

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1 (Partie « historique » de l'installation)
Coordonnées Lambert II étendu	X = 473 417 ; Y = 2 221 666
Coordonnées GPS	Lat. 46.9827964 ; Long. 0.6724140
Nature des effluents	Eaux domestiques (EU)
Exutoire du rejet	Réseau eaux usées de la commune de Descartes
Traitement avant rejet	Aucun
Milieu naturel ou STEP	STEP Descartes

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2 (Extension BARBOT)
Coordonnées Lambert II étendu	X = 473 193 ; Y = 2 221 988
Coordonnées GPS	Lat. 46.985651 ; Long. 0.669385
Nature des effluents	Eaux domestiques (EU)
Exutoire du rejet	Fosse septique
Traitement avant rejet	Aucun
Milieu naturel ou STEP	Aucun

- **Collecte des eaux pluviales**

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3 (Bâtiment locaux sociaux / Stockage)
Coordonnées Lambert II étendu	X = 473 425 ; Y = 2 221 724
Coordonnées GPS	Lat. 46.9833196 ; Long. 0.672503
Nature des effluents	Eaux pluviales non polluées (EPnp)
Exutoire du rejet	Réseau gouttières du bâtiment
Traitement avant rejet	Aucun
Milieu naturel ou STEP	Milieu naturel par infiltration

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°4 (Bâtiment entretien véhicules)
Coordonnées Lambert II étendu	X = 473 235 ; Y = 2 221 736
Coordonnées GPS	Lat. 46.9833913 ; Long. 0.6700026
Nature des effluents	Eaux pluviales non polluées (EPnp)
Exutoire du rejet	Réseau gouttières du bâtiment
Traitement avant rejet	Aucun
Milieu naturel ou STEP	Milieu naturel par infiltration

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°5 (Nouveaux bureaux)
Coordonnées Lambert II étendu	X = 473 394 ; Y = 2 221 708
Coordonnées GPS	Lat. 46.983171 ; Long. 0.67211
Nature des effluents	Eaux pluviales non polluées (EPnp)
Exutoire du rejet	Réseau gouttières du bâtiment
Traitement avant rejet	Aucun
Milieu naturel ou STEP	Milieu naturel par infiltration

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°6 (Bâtiment amiante)
Coordonnées Lambert II étendu	X = 473 264 ; Y = 2 221 896
Coordonnées GPS	Lat. 46.9848359 ; Long. 0.6703392
Nature des effluents	Eaux pluviales non polluées (EPnp)
Exutoire du rejet	Réseau gouttières du bâtiment
Traitement avant rejet	Aucun
Milieu naturel ou STEP	Milieu naturel par infiltration

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°7 (Partie « historique » de l'installation)
Coordonnées Lambert II étendu	X = 473 371 ; Y = 2 221 674
Coordonnées GPS	Lat. 46.9828596 ; Long. 0.6718073
Nature des effluents	Eaux industrielles (EI) et Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EP)
Exutoire du rejet	Réseau eaux pluviales de la commune de Descartes
Traitement avant rejet	Décanteur Séparateur Hydrocarbures
Milieu naturel ou STEP	Milieu naturel, Rivière la Creuse

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°8 (Extension BARBOT)
Coordonnées Lambert II étendu	X = 473 227 ; Y = 2 221 886
Coordonnées GPS	Lat. 46.984739 ; Long. 0.669859
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EP)
Exutoire du rejet	Fossé
Traitement avant rejet	Aucun
Milieu naturel ou STEP	Milieu naturel par infiltration

Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit. »

**Article 5** – L'article 4.3.9.1 de l'arrêté du 24 octobre 2014 est remplacé par l'article suivant :

**« Article 4.3.9.1. Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré et après leur éventuelle épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Paramètre	Code Sandre	Valeur limite d'émission (en mg/l)
Matières en suspension totales (MEST)	1305	100 si le flux est inférieur à 15 kg/j - 35 au delà
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	300 si le flux est inférieur à 100 kg/j - 125 au delà
Demande biochimique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	1313	100 si le flux est inférieur à 30 kg/j - 30 au delà
Azote global	1551	30 si flux supérieur à 50 kg/j
Phosphore total	1350	10 si flux supérieur à 15 kg/j
Phénols	1440	0,3 si supérieur à 3 g/j
Métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Zn+Mn+Sn+Cd+Hg+Fe+Al)	-	15
dont :		
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,1 si le rejet dépasse 5 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,150 si le rejet dépasse 5 g/j
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	0,1 si le rejet dépasse 5 g/j
dont Cr <sup>6+</sup>	1371	50 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,2 si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,5 si le rejet dépasse 5 g/j
Manganèse et ses composés (en Mn)	1394	1 si le rejet dépasse 10 g/j
Étain et ses composés	1380	2 si le rejet dépasse 20 g/j
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j
Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	5 si le rejet dépasse 20 g/j
Arsenic et ses composés ( en As)	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j
Ion fluorure (en F)	7073	15 si le rejet dépasse 150 g/j
Cyanures libres (en CN)	1084	0,1 si le rejet dépasse 1 g/j
Hydrocarbures totaux	7009	10 si le rejet dépasse 100 g/j
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	-	
Benzo(g,h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	-	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 si le rejet dépasse 30 g/j

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé par le ministère de l'Environnement ou le ministère de la Santé. »

**Article 6** – Il est ajouté à l'arrêté du 24 octobre 2014 le chapitre suivant :

**« CHAPITRE 4.4 SURVEILLANCE DES IMPACTS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES**

**ARTICLE 4.4.1. EFFETS SUR LES EAUX SOUTERRAINES**

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines avec bilan quadriennal.



La stratégie de surveillance, le bilan quadriennal, les investigations et études dont la réalisation est prescrite par le présent arrêté sont élaborés conformément au guide méthodologique élaboré par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, selon la version en vigueur (disponibles à l'adresse internet suivante : <http://www.sites-pollues.ecologie.gouv.fr>).

Cette surveillance permet de :

- observer les évolutions historiques et cycliques de l'écoulement de la nappe hydraulique au droit du site (orientation, profondeur...) ;
- vérifier qu'aucune des substances stockées et utilisées dans les installations et pouvant donner lieu à une pollution ne sont présents dans la nappe et susceptibles de sortir des limites de propriété. A cet effet la surveillance est réalisée sur la base d'une étude hydrogéologique définissant l'implantation d'au moins 3 piézomètres (un en amont et deux en aval hydraulique des terrains ). Le cas échéant, des ouvrages de surveillance supplémentaires sont installés de façon à prendre en compte les variations de sens d'écoulement des eaux souterraines au droit du site ;
- surveiller l'évolution des sources résiduelles de pollution identifiées.

Les ouvrages de surveillance retenus par l'exploitant respectent les dispositions suivantes :

- la conformité à la norme AFNOR FD-X-31-614 ;
- l'emplacement, la profondeur, la coupe des ouvrages existants, la hauteur de crépine ainsi que les modalités de fonctionnement sont définis ;
- ils sont convenablement protégés et permettent les prélèvements d'eau ;
- leurs têtes font l'objet d'un nivellement NGF.

Semestriellement, les niveaux piézométriques sont relevés et des prélèvements sont effectués dans la nappe, une fois en période de hautes eaux, une fois en période de basses eaux de façon à identifier en toute circonstance une migration éventuelle de polluant (les phénomènes verticaux et horizontaux de dispersion et de diffusion sont notamment pris en considération).

La présence de flottant est systématiquement recherchée et le cas échéant, fait l'objet d'une récupération dans les meilleurs délais.

Les prélèvements sont exécutés selon la procédure AFNOR FD-X-31-615 par un organisme compétent et les analyses sont faites par un laboratoire agréé.

Pour chaque substance, la méthode d'analyse retenue doit permettre d'obtenir un seuil de dosage inférieur aux critères de potabilité précisés dans les textes de référence susvisés relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine.

Après chaque campagne d'analyses, un rapport est transmis à l'Inspection des Installations classées, comportant en particulier :

- le sens d'écoulement des eaux souterraines ;
- les résultats des analyses ;
- une comparaison des teneurs relevées aux critères de potabilité susvisés ;
- un récapitulatif de l'évolution de la qualité des eaux depuis le premier contrôle et, d'une manière générale, tout commentaire utiles à une bonne compréhension des résultats.

Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations classées dans les formes prévues par l'article R. 512.69 du code de l'environnement.

Les modalités de surveillance peuvent être réexaminées après accord de l'Inspection des Installations classées, à raison des résultats obtenus et sur demande de l'exploitant dûment motivée.

L'exploitant met en œuvre toutes les dispositions de protection des piézomètres nécessaires afin d'éviter une pollution accidentelle des eaux souterraines.

L'exploitant archive l'ensemble des données obtenues sur un support de son choix pendant au moins 10 ans.

#### **ARTICLE 4.4.2. IMPLANTATION DES OUVRAGES DE CONTRÔLE DES EAUX SOUTERRAINES**

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

#### **ARTICLE 4.4.3. RÉSEAU ET PROGRAMME DE SURVEILLANCE**

La localisation des ouvrages est précisée sur un plan qui est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

Fréquence des analyses	Paramètres
Semestrielle (en période de basse et haute eaux)	COT
	HCT
	HAP
	COHV
	BTEX
	Nitrate
	Phosphate
	Métaux lourds

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'un suivi de l'évolution du niveau de la nappe au droit des ouvrages du site (sous forme graphique ou autre).

#### **ARTICLE 4.4.4. SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 4.4.1 et de l'article 4.4.3, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

*En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux pluviales et des eaux souterraines fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-6 du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages. »*

**Article 7** – Il est ajouté à l'arrêté du 24 octobre 2014 l'article suivant :

**« Article 7.3.2.3. Règles applicables aux bâtiments repris de l'ancien site BARBOT**

**7.3.2.3.1 Dispositions générales**

*Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.*

*A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.*

**7.3.2.3.2 Comportement au feu des locaux**

*Les bâtiments doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :*

- murs en bardage simple peau,*
- nouvelle toiture en bardage métallique, résistance Broof (t3),*
- structure métallique résistance au feu R15,*
- désenfumage à hauteur de 2 % de la surface totale installé via l'implantation d'exutoire en toiture,*
- ensemble du bâtiment en matériaux de classe A2s1d0,*
- structure posée sur sol béton. »*

**Article 8** – L'article 7.6.4 de l'arrêté du 24 octobre 2014 est remplacé par l'article suivant :

**« ARTICLE 7.6.4. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE**

*L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés, conformes aux normes en vigueur, et répartis en fonction de la localisation des risques à défendre. L'exploitant doit disposer des réserves en eaux suffisantes pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant de l'étude de dangers et au minimum les moyens définis ci-après :*

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;*
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres chacune et des pelles ;*
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 200 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ;*

- à défaut, et pour les installations non concernées par l'extension, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis du service départemental d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service départemental d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h ;
- à défaut, et pour l'extension sur l'ancien site BARBOT, une réserve d'eau composée d'une ou plusieurs bâches ou citernes représentant un volume total de 1000 m<sup>3</sup> sera installée à proximité de l'extension. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service départemental d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h ; cette réserve d'eau devra être réceptionnée par le service départemental d'incendie et de secours.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement d'un éventuel bassin de stockage.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de la ressource en eau incendie. »

**Article 9** – Il est ajouté à l'arrêté du 24 octobre 2014 le chapitre suivant :

## **« CHAPITRE 7.7. DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ENSEMBLE DU SITE**

### **ARTICLE 7.7.1. DÉTECTION ET SURVEILLANCE**

Les zones couvertes susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au moins une fois par an.

### **ARTICLE 7.7.2. RONDES**

I. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;

b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

## **II. L'exploitant détermine les consignes concernant :**

- *la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;*
- *le parcours des rondes et les points d'observation ;*
- *la formation du personnel concerné ;*
- *le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;*
- *les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.*

### **ARTICLE 7.7.3. PLAN DE DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE**

*L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie.*

*Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.*

*Il comprend au minimum :*

- *les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;*
- *l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;*
- *les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;*
- *les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;*
- *le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;*
- *le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;*
- *le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;*
- *les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;*
- *la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;*
- *les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »*

**Article 10** – Il est ajouté à l'arrêté du 24 octobre 2014 le chapitre suivant :

## **« CHAPITRE 7.8 CONTRÔLE DE LA RADIOACTIVITÉ**

### **ARTICLE 7.8.1. DÉTECTION DE MATIÈRES RADIOACTIVES**

*Tous les déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.*

*Si le site est équipé d'un dispositif de détection, le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.*

*Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.*

*La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement par un organisme dûment habilité. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an.*

*L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.*

*Les déchets potentiellement à risque en matière de contamination radioactive comme les déchets de laboratoires ou de déchetteries font l'objet d'un contrôle radiologique systématique au chargement sur le site client ou à l'entrée du centre de transit.*

*Une procédure interne devra préciser les cas où un contrôle de la radioactivité est requis.*

### **ARTICLE 7.8.2. CONDUITE À TENIR EN CAS DE DÉTECTION**

*L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.*

*En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.*

*L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.*

*La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet.*

*Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive ou à demander à l'ANDRA de venir prendre en charge le déchet.*

*En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.*

*L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.*

### **ARTICLE 7.8.3. INFORMATION ET FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, qui peuvent être amenés à intervenir en cas de détection de déchets radioactifs, sont informés sur les risques radiologiques et la conduite à tenir en cas de mise en œuvre de la procédure prévue à l'article 7.8.2 du présent arrêté. À cet effet, ladite procédure est visée par l'ensemble du personnel.

Des dispositions doivent être prises pour qu'un agent compétent dans le domaine de la radioactivité ayant reçu une formation adaptée aux risques radiologiques puisse intervenir à tout moment sur le site en cours d'exploitation. Cette formation porte notamment sur :

- la nature des déchets,
- les moyens de caractérisation,
- les manipulations à éviter,
- tous les risques présentés par le fonctionnement de l'installation,
- les risques radiologiques. »

**Article 11** – L'article 8.4.1 de l'arrêté du 24 octobre 2014 est remplacé par l'article suivant :

#### **« ARTICLE 8.4.1. INSTALLATIONS DE STOCKAGE, DÉPOLLUTION, DÉMONTAGE, DÉCOUPAGE OU BROYAGE DE VHU OU DE DIFFÉRENTS MOYENS DE TRANSPORT HORS D'USAGE**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage) sont applicables à l'installation classée relevant du présent article et notamment les dispositions suivantes.

##### **Article 8.4.1.1. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution**

L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).

Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.

La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.

La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.

Les véhicules accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et de démarrage.

Les autres moyens de transports hors d'usage ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire.

##### **Article 8.4.1.2. Enlèvement des batteries**

La dépollution des véhicules hors d'usage s'effectue avant tout autre traitement conformément au cahier des charges annexé au présent arrêté (annexe 3). Lors de l'opération de dépollution, les batteries sont retirées, qu'elles constituent ou non la source d'énergie principale du moyen de transports hors d'usage.

L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes :

- pour tous les moyens de transports hors d'usage, la batterie de démarrage est déconnectée dès réceptions du moyen de transports hors d'usage puis enlevée dudit moyen de transport hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;

- pour les moyens de transports hors d'usage électrique ou hybrides, un contrôle de sécurité de la batterie source d'alimentation principale est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit moyen de transport hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;
- pour les véhicules hors d'usages accidentés :
  - les batteries de démarrage et de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures ;
  - après enlèvement, les batteries issues de ces moyens de transport hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries.

#### **Article 8.4.1.3. Cahier des charges**

L'activité VHU doit respecter le cahier des charges annexé au présent arrêté (annexe 3).

**Article 12** – L'article 8.5.1 de l'arrêté du 24 octobre 2014, ajouté par l'arrêté du 9 mars 2023, est remplacé par l'article suivant :

#### **« ARTICLE 8.5.1. CARACTÉRISTIQUES DES PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES**

Une première série de panneaux photovoltaïques sera implantée en toiture sur le bâtiment dédié à l'entretien des véhicules et à la dépollution des VHU (bâtiment B sur le plan des installations annexé au présent arrêté).

L'unité de production sera composée de 397 panneaux de puissance unitaire de 410 W, soit une puissance totale de 162,77 kWc. Le local technique sera situé au pied du bâtiment.

Une seconde série de panneaux photovoltaïques sera implantée en toiture sur le bâtiment dédié au tri, transit et regroupement des papiers et cartons (bâtiment C sur le plan des installations annexé au présent arrêté).

L'unité de production sera composée de deux centrales, respectivement de 575 et 561 panneaux de puissance unitaire de 440 W, soit des puissances totales respectives de 253,00 et 246,84 kWc. Les locaux techniques seront situés au pied du bâtiment. »

**Article 13** – L'article 9.2.1.1 de l'arrêté du 24 octobre 2014 est remplacé par l'article suivant :

#### **« Article 9.2.1.1. Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets**

Les fréquences minimales suivantes sont mises en œuvre :

<b>Paramètre</b>	<b>Code Sandre</b>	<b>Fréquence</b>
température		semestriel
pH		semestriel
Matières en suspension totales (MEST)	1305	semestriel
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	semestriel
Demande biochimique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	1313	semestriel
Azote global	1551	semestriel
Phosphore total	1350	semestriel
Phénols	1440	semestriel
Hydrocarbures totaux	7009	semestriel
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	semestriel



<b>Paramètre</b>	<b>Code Sandre</b>	<b>Fréquence</b>
<i>Métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Zn+Mn+Sn+Cd+Hg+Fe+Al)</i>	-	<i>annuel</i>
<i>Plomb et ses composés (en Pb)</i>	1382	<i>annuel</i>
<i>Cuivre et ses composés (en Cu)</i>	1392	<i>annuel</i>
<i>Chrome et ses composés (en Cr)</i>	1389	<i>annuel</i>
<i>dont Cr<sup>6+</sup></i>	1371	<i>annuel</i>
<i>Nickel et ses composés (en Ni)</i>	1386	<i>annuel</i>
<i>Zinc et ses composés (en Zn)</i>	1383	<i>annuel</i>
<i>Manganèse et ses composés (en Mn)</i>	1394	<i>annuel</i>
<i>Étain et ses composés</i>	1380	<i>annuel</i>
<i>Cadmium et ses composés (en Cd)</i>	1388	<i>annuel</i>
<i>Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)</i>	7714	<i>annuel</i>
<i>Arsenic et ses composés ( en As)</i>	1369	<i>annuel</i>
<i>Ion fluorure (en F)</i>	7073	<i>annuel</i>
<i>Cyanures libres (en CN)</i>	1084	<i>annuel</i>
<i>Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)</i>	1117	<i>annuel</i>
<i>Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène</i>	-	
<i>Benzo(g,h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène</i>	-	

**Article 13** – Il est ajouté à l'arrêté du 24 octobre 2014 les annexes jointes au présent arrêté.

#### **Article 14 – Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 15 – Sanctions**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Ces sanctions administratives sont indépendantes des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

#### **Article 16 – Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires est déposée à la mairie et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum de quatre semaines. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée minimum de quatre mois ;
- Une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté ;
- L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département d'Indre-et-Loire, pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 17 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairies de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Indre-et-Loire, Service interministériel d'animation des politiques publiques, bureau de l'environnement, 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé à madame la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Tout recours administratif ou contentieux doit obligatoirement, à peine de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la présente autorisation environnementale et à son bénéficiaire. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (article R.181-51 du code de l'environnement).

## **Article 18 – Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de la commune de Descartes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Tours, le 21 janvier 2026

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale de la préfecture,

*signé*

Florence GOUACHE

## Annexe 1 – Plan d'implantation



## Annexe 2 – Plan des installations



Zone	Affectation	Emprise au sol
A	Accueil, bureaux, locaux sociaux, stockage métaux forte valeur ...	939 m <sup>2</sup>
B	Bâtiment entretien des véhicules et zone dépollution VHU	1 207 m <sup>2</sup>
C	Bâtiment DIB + presse	6 200 m <sup>2</sup>
D	Bâtiment Amiante	695 m <sup>2</sup>
<b>Total Bâtiments</b>		<b>9 041 m<sup>2</sup></b>
E	Transit bois, OM, verre, déchets verts	1 000 m <sup>2</sup>
F	Transit pièces VHU dépollués	1 350 m <sup>2</sup>
G	Transit déchets inertes	1 500 m <sup>2</sup>
H	Réception déchets en apport	500 m <sup>2</sup>
I	Stockage métaux ferreux, non ferreux	15 000 m <sup>2</sup>
Voiries, zones de circulation, parking VL		30 764 m <sup>2</sup>
Espaces verts - Bordures		6 000 m <sup>2</sup>
<b>Total Surface</b>		<b>65 155 m<sup>2</sup></b>

## Annexe 3 – Cahier des charges VHU

### 1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :

- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

### 2° Les éléments suivants sont extraits du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur;
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité.

3° L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer le marquage de toute pièce issue des opérations de démontage des véhicules hors d'usage qu'il réalise et répondant aux conditions prévues au II de l'article L. 541-4-3 afin d'en assurer la traçabilité conformément aux dispositions de l'article R. 543-155-3. Ces pièces sont conditionnées, entreposées et transposées selon les pratiques qui permettent de préserver leur intégrité et leur qualité.

La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.

Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.

Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° de la présente annexe.

4° L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre État membre de l'Union européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations exploitées conformément aux dispositions du titre Ier du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ou dans toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État, dès lors que le transfert de ces déchets hors du territoire national est réalisé conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

5° L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique, les informations suivantes :

- a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
- b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;
- c) L'âge moyen des véhicules pris en charge ;
- d) La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;
- e) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU, à des broyeurs, et répartis par broyeur destinataire ;
- f) Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;
- g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;
- h) Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 12° de la présente annexe.

Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU, l'obligation de déclarer les éléments mentionnés aux points a) à h) pèse sur l'exploitant du premier centre VHU qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU a l'obligation de communiquer au premier centre VHU les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclaration prévue à l'article 15 de l'arrêté du 8 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2022 relatif aux données des filières à responsabilité élargie des producteurs (REP).

La communication de ces informations pour l'année n'intervient au plus tard le 31 mars de l'année n+1.

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 12° de la présente annexe avant le 31 août de l'année n+1. L'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration.

6° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.

7° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.

8° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;
- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs ; l'empilement de véhicules sur ces emplacements est interdit, sauf s'il est utilisé des rayonnages cantilevers ;
- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;
- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;
- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;
- les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;
- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;
- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.

9° L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.

10° L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 relatif à la délivrance des attestations de capacité aux opérateurs prévues à l'article R. 543-99 du code de l'environnement

11° L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de la présente annexe par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement n° 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), abrogeant le règlement (CE) n° 761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.